

Pour le bien des familles restées au pays

Les migrants contribuent dans des proportions importantes au développement de leur pays d'origine – sur le plan financier, social et culturel. Mais bien des gouvernements ne savent pas comment faire le meilleur usage de leurs apports. Afin d'optimiser ce potentiel, la DDC a lancé un projet visant à mettre en réseau les institutions qui s'occupent des questions de migration.

(mr) Selon des estimations, environ 200 millions de personnes vivent hors du pays où elles sont nées. Ce chiffre correspond à environ 3% de la population mondiale. Main-d'œuvre indispensable pour les pays d'accueil, les migrants constituent en même temps un potentiel énorme pour le développement des pays d'origine.

Sur le plan économique, l'apport des travailleurs émigrés est considérable: selon des estimations, les

transferts officiels de fonds vers les familles restées au pays se sont montés en 2008 à quelque 305 milliards de dollars. Cela représente deux fois le montant total de l'aide publique au développement. Et la somme est encore beaucoup plus élevée si l'on y ajoute l'argent acheminé par des canaux non officiels.

Contrairement à une idée très répandue, la majorité des personnes migrantes ne vivent pas au Nord, mais dans des pays en développement. Cependant, les plus gros volumes de fonds transférés partent des États-Unis. L'Arabie saoudite vient en deuxième position, suivie par la Suisse et l'Allemagne.

Transfert de savoir et mise en réseau

«Rares sont à ce jour les gouvernements qui ont élaboré des stratégies visant à mettre en valeur le potentiel financier et le savoir-faire des migrants pour le développement du pays», explique Lorenza Rossi, spécialiste des migrations à la DDC. C'est pourquoi la DDC a lancé un projet destiné à promouvoir le transfert de connaissances et la mise en réseau des institutions compétentes.

Un accord a été passé avec le Centre international pour le développement des politiques migratoires et avec l'Organisation internationale pour les migrations. L'objectif est de renforcer les institutions qui s'occupent du phénomène migratoire dans treize pays – Algérie, Cap-Vert, Éthiopie, Ghana, Liban, Libye, Mali, Maroc, Niger, Nigeria, Sénégal, Syrie et Tunisie. Il s'agit de les aider à coopérer avec leurs diasporas respectives et de faire en sorte que le développement profite au maximum du potentiel offert par la migration. On analysera données, expériences et stratégies de ces pays, afin d'en tirer une liste de projets qui pourront ensuite servir de modèles pour les autorités d'autres États. ■

(De l'allemand)

Des migrants ghanéens se mobilisent

La fondation néerlandaise Afroeuro a mis sur pied un projet exemplaire: des migrants ghanéens établis aux Pays-Bas transmettent à des compatriotes restés au pays les compétences qu'ils ont acquises dans la création et la conduite de petites et moyennes entreprises. Depuis 2007, quatre migrants se rendent ainsi régulièrement dans les villes de Kumasi et de Kibi, au Ghana, pour former des commerçants du secteur informel et des paysans. Treize rencontres ont déjà eu lieu. Ce transfert de savoir accroît l'efficacité des activités économiques. Les participants ont également accès à un système de microcrédit. www.afroeuro.org



Thorsten Fuhl/afai